

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 2 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAUVANET Carrières de la Nièvre

« Carrière de Malvaux »
58150 POUILLY-SUR-LOIRE

Références : 220800
Code AIOT : 0005400406

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2022 dans l'établissement SAUVANET Carrières de la Nièvre, implanté au lieu-dit « Carrière de Malvaux » - 58150 POUILLY-SUR-LOIRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAUVANET Carrières de la Nièvre
- « Carrière de Malvaux » - 58150 POUILLY-SUR-LOIRE
- Code AIOT : 0005400406
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La carrière SAUVANET de Pouilly-sur-Loire est une carrière à ciel ouvert dont l'exploitation est autorisée depuis 1974.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Plan d'évolution	Arrêté Préfectoral du 12/08/2011, article 2.4	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Maintien de la biodiversité	Arrêté Préfectoral du 12/08/2011, article 2.2.4	/	Sans objet
3	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 12/08/2011, article 4.1	/	Sans objet
7	Déchets inertes et terres non polluées	Arrêté Préfectoral du 12/08/2011, article 5.1.7	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Aire étanche	Arrêté Préfectoral du 12/08/2011, article 4.2.1	/	Sans objet
5	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 12/08/2011, article 4.2.2	/	Sans objet
6	Exploitation des installations internes de transit des déchets	Arrêté Préfectoral du 12/08/2011, article 5.1.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu de la faible exploitation du site, les enjeux environnementaux sont faibles. Cependant, il est indispensable que l'exploitant soit en mesure de suivre régulièrement l'évolution du site. Notamment, par la mise à jour régulière d'un plan topographique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Maintien de la biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2011, article 2.2.4
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrière doit être réalisée dans le respect du maintien de la biodiversité du site. Les dispositions suivantes doivent être prises : <ul style="list-style-type: none">- les extractions de la pierre, notamment au niveau de la mare temporaire, doivent se faire hors période d'immersion,- pour garantir la préservation de la mare, un balisage doit être mis en place lors de l'exploitation afin d'éviter les allées et venues des engins et du personnel à cet endroit,- il est indispensable de ne pas remblayer le volume créé par l'exploitation de la pierre pour retrouver une masse d'eau temporaire propice à la reproduction des tritons,- les masses de remblais qui forment deux des berges du plan d'eau devront être laissées dans leur volume existant afin de ne pas perturber les individus réfugiés dans les interstices des éboulis pendant la période d'assèchement du trou d'eau, qui correspondra également avec la phase d'exploitation du banc de calcaire. Il conviendra de ne pas piétiner les talus qui ferment le trou d'eau sur deux côtés pour ne pas détruire les tritons qui s'y seront réfugiés,- l'exploitant prend l'attache de la Société d'Histoire Naturelle d'Autun ou d'un autre organisme pour réaliser les suivis annuels de la population de Triton crêté, de la falaise et des éboulis. Leurs rapports sont intégrés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La carrière est très peu exploitée. Une campagne de quelques semaines tous les trois ans environs. L'extraction se fait en période sèche. Un balisage, fait de pierres, est mis en place autour de la mare. La mare était bien en place (sèche) au moment de l'inspection. Le suivi annuel de la population de Triton crêté n'est pas fait. L'exploitant doit mettre en place ce suivi et tenir les résultats annuels à disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Plan d'évolution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2011, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un plan à l'échelle adéquate de la carrière. Sur ce plan, doivent être reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de 50 m, - les positions des fronts, - les cotes d'altitude des points significatifs, - les zones remises en état, - les installations fixes de toute nature (bascules, locaux, installations de traitement...), - les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte, les bornes. <p>Ce plan, mis à jour annuellement, doit être transmis tous les cinq ans à l'inspection des installations classées à chaque renouvellement ou actualisation des garanties financières.</p>
<p>Constats : L'exploitant ne dispose pas de plan topographique à jour. L'exploitant doit faire faire ce plan, respectant la présente prescription.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2011, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation de prélèvements d'eau est munie d'un dispositif de mesure totalisateur agréé. Le relevé est effectué hebdomadairement et les résultats sont inscrits sur un registre. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le registre des consommations d'eau. L'utilisation de l'eau doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie.</p> <p>En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un disconnecteur dont le fonctionnement est vérifié par une société agréée. Tout disconnecteur raccordé en aval d'un réseau de distribution publique doit faire l'objet d'une déclaration auprès de l'Agence Régionale de Santé (ARS). Les résultats des contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et communiqués à l'ARS dans le cas d'un raccordement au réseau public.</p> <p>Dans la mesure du possible, l'utilisation des eaux pluviales est privilégiée.</p> <p>La quantité maximale d'eau prélevée dans le milieu est limitée à 0,6 m³/h sur une période de 8 jours par an.</p> <p>L'eau prélevée dans la nappe souterraine est destinée à l'arrosage du fil diamanté lors des opérations de sciage.</p> <p>Les forages, lorsqu'ils existent, doivent faire l'objet d'une surveillance au minimum tous les dix ans, afin de s'assurer de leur étanchéité et l'absence de communication entre les eaux prélevées et les eaux de surface. Cette inspection porte en particulier sur l'état des matériaux tubulaires. Le compte-rendu est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Une pompe est présente sur le site afin de prélever de l'eau dans un puits. Cependant, aucun dispositif permettant de mesurer les quantités d'eau prélevées n'est installé.</p> <p>L'exploitant doit être en mesure de mesurer les quantités d'eau qu'il prélève.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Aire étanche

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2011, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Aucun entretien d'engin de chantier n'est réalisé sur le site de la carrière.</p> <p>Le ravitaillement des engins de chantier, ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité, sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p> <p>Les eaux ainsi collectées doivent être dirigées, avant rejet, vers un décanteur séparateur d'hydrocarbures, situé au-dessus de la cote des plus hautes eaux.</p> <p>En dehors des campagnes d'extraction, aucun engin alimenté en hydrocarbures ne reste sur le site.</p> <p>Constats : À raison d'une campagne d'extraction tous les 2 ou 3 ans, aucune aire étanche n'est présente sur le site. Les engins sont ravitaillés sur aire étanche mobile.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Entretien et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2011, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Le séparateur d'hydrocarbures doit être nettoyé, vidangé et contrôlé au moins une fois par an et entretenu si nécessaire.</p> <p>Constats : Pour les mêmes raisons que le constat précédent, il n'y a pas de séparateur d'hydrocarbures sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Exploitation des installations internes de transit des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2011, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement avant leur traitement ou leur élimination, doivent être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Constats : Les déchets présents sur site étant des déchets d'extraction n'ayant pas subi de traitement, ils correspondent au fond géochimique local et ne présentent pas de risque de pollution.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Déchets inertes et terres non polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2011, article 5.1.7
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : [...]</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation, - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis, - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement, - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets, - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets, - les procédures de contrôle et de surveillance proposées, - en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol, - une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats : La carrière possède un plan de gestion des déchets d'extraction mis à jour en décembre 2021.</p> <p>Cependant, les quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation n'y figurent pas ainsi que les procédures de contrôle et de surveillance ainsi que l'étude de l'état du terrain.</p> <p>L'exploitant doit disposer d'un plan de gestion des déchets d'extraction complet.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet